

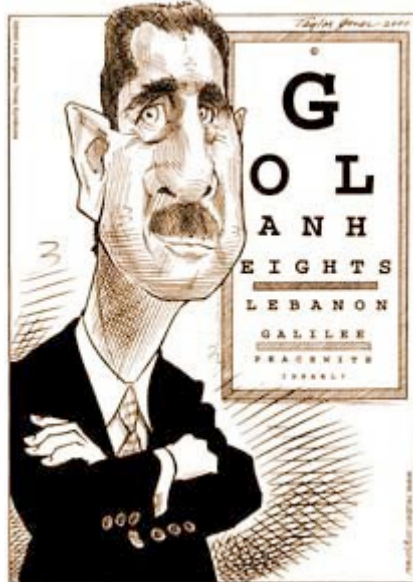
La semaine de triomphe d'Assad

Caroline Glick , JERUSALEM POST

22 mai 2008

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1211434083710&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull>

Adaptation française de Sentinelle 5768 ©



L'homme de l'Iran à Damas, le président syrien Bashar Assad, vient de passer la meilleure semaine de sa carrière de dictateur. Où qu'il lance le regard, il a enregistré des victoires massives. La plupart grâce au premier ministre Ehud Olmert et à ses collègues des partis Kadima, Travailliste et Shas.

Lundi matin, il était déjà clair que le soleil brillait sur Damas, quand le vice-premier Haïm Ramon a reconnu qu'en contravention directe avec la décision liant le gouvernement lui-même, le gouvernement Olmert-Livni-Barak conduisait des négociations avec le vassal palestinien de l'Iran, le Hamas.

Le jour suivant l'annonce de Ramon, le ministre de la défense Ehud Barak est descendu en Egypte conclure un accord de cessez-le-feu avec le Hamas via un parrain arabe – le dictateur égyptien Hosni Moubarak. Les termes de l'accord exigent qu'Israël cesse de combattre le Hamas. Le Hamas a promis de diminuer le nombre de roquettes, de missiles et de mortiers qu'il tire sur Sderot, Ashkelon et les communautés alentour. Pendant son interruption de bombardement, le Hamas construira son armée et importera encore davantage d'armes et de combattants d'Iran via l'Egypte.

Lorsque l'accord de cessez-le-feu sera finalisé, le Hamas et le Fatah réunifieront immédiatement leurs forces. Puisque Israël a maintenant accepté le Hamas comme une force légitime, il n'aura plus aucune latitude pour empêcher le Fatah d'en faire autant. A travers le nouveau gouvernement Hamas-Fatah, le Hamas maintiendra son contrôle militaire sur Gaza et étendra son contrôle sur le Judée et la Samarie, et sur les milices de l'AP, armées et formées par les USA. Avec le Hamas formellement bien installé au pouvoir, les Etats occidentaux s'aligneront pour le reconnaître, et le retirer de leurs listes d'organisations terroristes. Israël sera obligé de continuer de fournir de la nourriture, de l'eau, du combustible, des soins médicaux, de l'électricité, des emplois, et des marchés aux consommateurs palestiniens.

Le grand bond en avant du Hamas lundi et mardi aurait suffi à mettre un sourire sur la face d'Assad, mais mercredi est venu en plus, qui a transformé ce sourire en un éclat de délice sans pareil. Car mercredi, la Syrie a

regagné le contrôle réel sur le Liban et a été restaurée dans son honneur dans le monde arabe. Washington aussi a été obligé de renoncer à son hostilité légitime.

La route de la Syrie vers Beyrouth a été ouverte mercredi par la reddition officielle du gouvernement Siniora au pouvoir du Hezbollah. Dans « l'accord » conclu par le Qatar – l'un des affiliés de l'Iran dans le Golfe – le premier ministre libanais Fouad Siniora a cédé le contrôle du gouvernement libanais au Hezbollah, qui détient maintenant la majorité au sein du cabinet. Ce ne pouvaient être de meilleures nouvelles pour la Syrie.

Le Hezbollah a agi comme le principal défenseur de Damas au Liban depuis que le Mouvement pour la démocratie du 14 Mars, aujourd'hui vaincu, avait obligé les troupes syriennes à quitter le pays en mars 2005, après que Damas ait ourdi l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafik Hariri. La prise du gouvernement libanais par le Hezbollah permettra à la Syrie de traiter de nouveau le Liban comme sa colonie. Le contrôle du Hezbollah sur le gouvernement libanais a aussi assuré que Beyrouth cessera de soutenir l'enquête de l'ONU sur le meurtre de Hariri, et cela est profondément significatif pour Damas.

Avec la fin de l'enquête de l'ONU vient aussi la fin de l'isolement international de Damas. Puisque le régime de Damas n'est plus en danger d'être condamné pour meurtre, il sera impossible aux gouvernements occidentaux d'argumenter en faveur de son renversement ou même d'une sanction pour comportement criminel.

Le gouvernement Olmert-Livni-Barak (Peretz à l'origine) a mérité partiellement d'être blâmé pour la prise du Liban par le Hezbollah.

En refusant de combattre la guerre du 2006 avec le Hezbollah jusqu'à la victoire, le gouvernement Olmert-Livni-Peretz avait ouvert la voie à la prise du Liban par le groupe vassal de l'Iran. La semaine dernière, le gouvernement Olmert-Livni-Barak avait l'option d'empêcher la prise du Liban par le Hezbollah. En décidant de ne rien faire, il a permis le putsch du Hezbollah à l'Ouest de Beyrouth et à Tripoli, et à travers eux, l'affirmation de leur contrôle sur tout le Liban.

Ainsi, entre mardi et mercredi, le gouvernement Olmert-Livni-Barak a permis aux vassaux de l'Iran et aux clients terroristes de la Syrie d'établir leur contrôle le long des frontières Nord et Sud. Et ce n'est pas tout.

Au moment même où le gouvernement Siniora signait sa reddition inconditionnelle au Hezbollah à Doha, le bureau du premier ministre Ehud Olmert publiait l'annonce qu'Israël négociait la reddition des Hauteurs du Golan à la Syrie via des médiateurs turcs.

Ankara et Damas ont publié des annonces identiques sur les pourparlers au même moment que Jérusalem. Bien que les documents officiels soient d'un ton sérieux, lorsqu'ils sont sortis, les porte-parole ne pouvaient contenir leur jubilation. Des membres de la clique dirigeante d'Assad se sont justement vantés que l'acceptation par Israël d'Assad comme partenaire légitime de négociation rende impossible le boycott de Damas par les Etats arabes sunnites et les USA.

Ainsi, tout juste deux mois après que les Libanais, les Saoudiens, les Jordaniens et les Egyptiens aient boycotté le sommet de la Ligue Arabe à Damas en signe de rejet des maîtres iraniens de la Syrie, et du soutien de Damas à la prise de contrôle du Liban par le Hezbollah, grâce au gouvernement Olmert-Livni-Barak, la Syrie est de nouveau un membre respectable à part entière de la communauté internationale. Les USA et les ennemis Arabes de l'Iran n'ont aujourd'hui pas d'autre choix que d'accepter la Syrie.

Des Israéliens comme les généraux de réserve Amnon Lipkin-Shahak et Uri Saguy entretiennent des relations personnelles très proches avec le chef d'Etat Major Général le Lt.-Gen. Gabi Ashkenazi et avec Barak, et ont poussé au retrait des Hauteurs du Golan depuis environ 15 ans. Leur argument pour avancer dans les années récentes a été qu'en offrant les Hauteurs du Golan à la Syrie, Israël attirerait la Syrie hors de la sphère d'influence de l'Iran. Des opposants à la négociation comme le chef du Mossad Meir Dagan ont argumenté que de telles négociations auraient exactement l'effet inverse.

Comme la réaction extatique de la Syrie à l'annonce d'Israël l'a démontré, la bande Saguy-Shahak-Barak-Ashkenazi a complètement tort, et Dagan a parfaitement raison. En négociant avec la Syrie alors qu'elle est solidement retranchée dans l'axe iranien, Israël n'a pas modéré le régime. Il a légitimé la présence de la Syrie dans l'axe iranien.

Ainsi l'adoption de la Syrie par le gouvernement Olmert-Livni-Barak comme partenaire de négociation crédible, et la déclaration d'Olmert mercredi soir de son support de la cession des Hauteurs du Golan à la Syrie – même si le régime d'Assad donne asile au Hamas et à une dizaine d'autres groupes jihadistes génocidaires ; alors que la Syrie agit comme partenaire du Hezbollah et sa base logistique, et comme principal point d'entrée des jihadistes en Irak ; et avec Damas elle-même transformée en colonie arabe de l'Iran – tout cela signifie qu'Israël a légitimé le comportement de la Syrie. Maintenant que la Syrie a reçu le cachet d'approbation d'Israël, les autres Arabes et les USA n'ont aucune excuse pour continuer de s'y opposer.

En Israël, les informations sur l'adoption de la Syrie par Olmert ont été accueillies avec dérision par le public. Selon un sondage de la chaîne 2 de TV suite après l'annonce par le bureau d'Olmert sur de négociations avec la Syrie, 70 % des Israéliens s'opposent à la restitution du Golan à la Syrie en échange de la paix. 58 % pensent qu'Olmert ne conduit des négociations que pour distraire l'attention du public de la dernière enquête pour corruption entreprise contre lui.

Il est profondément frustrant qu'Olmert, qui a conduit Israël à la défaite dans la guerre de 2006 aux mains du Hezbollah ; qui a permis que le Sud d'Israël devienne une zone de feu à volonté pour le Hamas ; qui est soumis à cinq enquêtes criminelles séparées pour corruption financière et trafic d'influence ; et qui conduit des pourparlers avec le groupe terroriste Fatah dénué de pouvoir en vue de céder la Judée, la Samarie et Jérusalem au Hamas, pousse aujourd'hui Israël à céder les Hauteurs du Golan à la Syrie. Et le plus déprimant est qu'il y échappe.

Beaucoup de partisans d'Israël ne peuvent pas comprendre comment Olmert et ses collègues – surtout la ministre des affaires étrangères Tzipi Livni – sont parvenus à rester au pouvoir. Pendant leurs deux années de mandat à leur poste, Olmert et ses collègues n'ont rien démontré d'autre que de l'incompétence frôlant l'idiotie dans la conduite des affaires étrangères d'Israël. Ils ont provoqué un énorme dommage aux liens stratégiques d'Israël avec les USA en refusant de faire face aux clients et vassaux syriens, libanais, et palestiniens de l'Iran, ou avec l'Iran elle-même. Pourquoi, demandent ces partisans d'Israël, le gouvernement Olmert-Livni-Barak est-il encore au pouvoir ?

Le gouvernement Olmert-Livni-Barak détient trois ressources principales qui rendent impossible de le renverser et de choisir une date pour de nouvelles élections générales. La première ressource est l'absence absolue et totale de honte d'Olmert, associée à son opportunisme débridé. Olmert est un homme que rien n'arrêtera pour rester au pouvoir. Il perdra la guerre avec le Hezbollah et s'abstiendra de défendre le Sud d'Israël. Il mettra en danger le Nord en facilitant la prise de contrôle du Liban par le Hezbollah, et son réarmement. Il mettra en péril Jérusalem et le centre du pays en négociant la cession de la Judée et la Samarie et de Jérusalem Est. Il fera tout cela et davantage encore si cela lui permet de rester au pouvoir. Et selon son estimation, c'est ce qui doit être fait, parce que pour rester au pouvoir, il a besoin de conserver le soutien des post-sionistes qui contrôlent les media, le Parti travailliste et la magistrature du procureur de l'Etat. Ceux-là constituent la seconde ressource du gouvernement.

L'ancien premier ministre Ariel Sharon a démontré et exacerbé la corruption sous-jacente des classes politiciennes d'Israël par des gauchistes doctrinaires qui contrôlent les media et la magistrature du procureur d'Etat, quand à la fin 2003, il a répondu à une enquête pour corruption entreprise contre lui et ses fils en annonçant qu'il expulserait tous les Israéliens de Gaza, et donnerait la zone aux Palestiniens. Au nom de ses efforts pour la Gauche radicale, Sharon reçut un « laissez-passer libre de prison » et fut salué comme un dirigeant visionnaire.

Déjà dimanche – après que Ramon ait annoncé les négociations du gouvernement avec le Hamas – le procureur général Menahem Mazuz a déclaré que l'enquête actuelle sur des soupçons qu'Olmert aurait reçu des centaines de milliers de dollars de pots-de-vin de l'homme d'affaires américain Morris Talansky, prendra des mois pour se

conclure. L'implication était claire : Olmert est libre d'aller de l'avant pour toutes les négociations comprenant des cadeaux de territoires.

Le fait que l'annonce des pourparlers d'Olmert avec la Syrie était synchronisée avec la publication de nouveaux détails de ses activités criminelles présumées a fait s'ébrouer beaucoup de journalistes. L'opportunisme était trop flagrant pour être ignoré. Pourtant, les poids lourds de *'Haaretz'* et leurs porteurs d'eau à la télévision d'Etat n'ont pas battu d'un cil en se lançant dans une défense passionnée d'Olmert. Ignorant la jubilation générale à Damas, la journaliste diplomatique de la première chaîne, et majorette d'Olmert, Ayala Hasson a déclaré que l'annonce ne pouvait être un « effet de communication » puisque la Syrie avait publié son annonce sur les pourparlers en même temps que le bureau d'Olmert. Et bien sûr, Hasson a expliqué 'avec sagacité' que la Syrie ne voudrait pas faire la moindre faveur à Olmert.

Les ministres travaillistes, comme la cofondatrice de *"la Paix Maintenant"*, la ministre de l'éducation Yuli Tamir a déclaré qu'évidemment le parti travailliste sera obligé de rester maintenant au gouvernement parce que le « processus de paix » ne doit être sacrifié à rien d'autre – même si cela signifie qu'un escroc reste au pouvoir.

La dernière ressource du gouvernement Olmert-Livni-Barak est le fait que la Droite a été décimée lors des élections de 2006. Sans le Shas, et quelques défections de Kadima, il n'y a simplement aucun moyen de faire tomber le gouvernement. Les suffrages manquent. Le Shas ne va nulle part. Olmert s'en est assuré en accordant 286 permis de construire pour de nouveaux foyers d'électeurs du Shas à Beitar Illit mercredi après-midi.

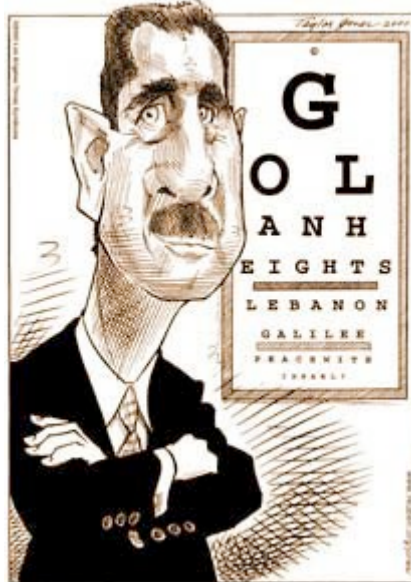
Ainsi, Olmert et ses cadres restent au pouvoir, et tout Israël souffre. Mais au moins la Syrie est heureuse. Et de même l'Iran. Et de même le Hezbollah. Et de même le Hamas.

Assad's week of triumph

Caroline Glick , THE JERUSALEM POST

May. 22, 2008

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1211434083710&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull>



Iran's man in Damascus, Syrian President Bashar Assad, has just had the best week of his career as dictator. Everywhere he cast his gaze he was greeted by massive victories. Most were courtesy of Prime Minister Ehud Olmert and his colleagues in Kadima, the Labor Party and Shas.

Monday morning, it was already clear that the sun was shining on Damascus when Vice Premier Haim Ramon acknowledged that in direct contravention of the government's own binding decision, the Olmert-Livni-Barak government is conducting negotiations with Iran's Palestinian proxy Hamas.

The day after Ramon's announcement, Defense Minister Ehud Barak went down to Egypt to conclude a cease-fire agreement with Hamas through the group's Arab sponsor - Egyptian dictator Hosni Mubarak. The terms of the accord require Israel to stop fighting Hamas. Hamas has pledged to decrease the number of rockets, missiles and mortars it shoots at Sderot, Ashkelon and surrounding communities. During its bombing hiatus, Hamas will build its army and bring in still more weapons and fighters from Iran through Egypt.

Once the cease-fire agreement is finalized, Hamas and Fatah will immediately reunify their forces. Since Israel has now accepted Hamas as a legitimate force, it will have no call for arguing against Fatah doing the same. Through the new Hamas-Fatah government, Hamas will maintain its military control over Gaza and expand its control over Judea and Samaria and the US-trained and armed PA militias. With Hamas formally ensconced in power, Western states will line up to recognize it and remove it from their terror lists. Israel will be forced to continue provide food, water, fuel, medical care, electricity, jobs and consumer markets for the Palestinians.

HAMAS'S GREAT leap forward on Monday and Tuesday would have been enough to put a smile on Assad's face but then along came Wednesday and turned that smile into a glow of unqualified delight. For on Wednesday, Syria regained effective control over Lebanon and was restored to its position of honor in the Arab world. Washington too, was compelled to forego its legitimate hostility.

Syria's road to Beirut was paved Wednesday by the Saniora government's official surrender of power to Hizbullah. In the "agreement" mediated by Qatar - one of Iran's Persian Gulf affiliates - Lebanese Prime Minister Fuad Saniora ceded control over the Lebanese government to Hizbullah, which now has a cabinet majority. This couldn't be better news for Syria.

Hizbullah has acted as Damascus's chief defender in Lebanon since Lebanon's now defeated March 14 democracy movement forced Syrian troops out of the country in March 2005 after Damascus masterminded the assassination of former prime minister Rafik Hariri. Hizbullah's takeover of the Lebanese government will enable Syria to again treat Lebanon as its colony. Hizbullah's control of the Lebanese government has also guaranteed that Beirut will stop supporting the UN's investigation of Hariri's murder and this is deeply significant for Damascus.

With the termination of the UN inquiry comes the termination of Damascus's international isolation. Since the regime in Damascus is no longer in danger of being convicted of murder, it will be impossible for Western governments to argue that it should be overthrown or even sanctioned for its criminal behavior.

The Olmert-Livni-Barak (née Peretz) government is at least partially to blame for Hizbullah's takeover of Lebanon.

By refusing to fight the 2006 war with Hizbullah to victory, the Olmert-Livni-Peretz government paved the way for the Iranian proxy group's takeover of Lebanon. Last week the Olmert-Livni-Barak government had the option of acting to prevent Hizbullah's takeover of Lebanon. In deciding to do nothing, it enabled Hizbullah's putsch in West Beirut and Tripoli and through them, its assertion of control over the whole of Lebanon.

So between Monday and Wednesday, the Olmert-Livni-Barak government enabled Iran's proxies and Syria's terror clients to entrench their control along its northern and southern borders. And that isn't all it did.

JUST AS the Saniora government was signing its unconditional surrender to Hizbullah in Doha, Prime Minister Ehud Olmert's office released its announcement that Israel is negotiating the surrender of the Golan Heights to Syria through Turkish mediators.

Ankara and Damascus released identical announcements of the talks at the same time as Jerusalem. Although the official scripts were serious in tone, once they were out, Syrian spokesmen could not restrain their glee. Members of Assad's ruling clique rightly bragged that Israel's acceptance of Assad as a legitimate negotiating partner makes it impossible for the Sunni Arab states and the US to boycott Damascus.

So just two months after the Lebanese, Saudis, Jordanians and Egyptians boycotted the Arab League summit in Damascus as a sign of their rejection of Syria's Iranian controllers and of Damascus's support for the Hizbullah takeover of Lebanon, thanks to the Olmert-Livni-Barak government, Syria is again a full-fledged and respectable member of the international community. The US and Iran's Arab foes now have no choice but to accept Syria.

Israelis such as retired generals Amnon Lipkin-Shahak and Uri Saguy have close personal relations with IDF Chief of General Staff Lt.-Gen. Gabi Ashkenazi and Barak and have been pushing for a withdrawal from the Golan Heights for some 15 years. Their argument for moving ahead in recent years has been that by offering the Golan Heights to Syria, Israel will pull Syria out of Iran's sphere of influence. Opponents of negotiations such as Mossad chief Meir Dagan have argued that such negotiations will have just the opposite effect.

As Syria's ecstatic reaction to Israel's announcement demonstrated, the Saguy-Shahak-Barak-Ashkenazi crowd is completely wrong and Dagan is completely right. By negotiating with Syria while it is firmly entrenched in the Iranian axis, Israel has not moderated the regime. It has legitimized Syria's presence in the Iranian axis.

That is, the Olmert-Livni-Barak government's embrace of Syria as a credible negotiating partner and Olmert's statement Wednesday evening that he supports giving Syria the Golan Heights - even as the Assad regime hosts Hamas and a dozen other genocidal jihadist groups; as Syria acts as Hizbullah's partner and logistical base and the main entry point for jihadists into Iraq; and with Damascus having effectively rendered itself Iran's Arab colony

- mean that Israel has legitimized Syria's behavior. Now that Syria has received Israel's stamp of approval, the other Arabs and the US have no excuse for continuing to oppose it.

IN ISRAEL, news of Olmert's embrace of Syria was greeted with derision by the public. According to a Channel 2 poll conducted after Olmert's office announced its negotiations with Syria, 70 percent of Israelis oppose surrendering the Golan to Syria in exchange for peace. Fifty-eight percent of Israelis believe that Olmert is only conducting negotiations to divert the public's attention away from the latest corruption probe being carried out against him.

It is deeply frustrating that Olmert, who led Israel to defeat in war in 2006 at the hands of Hizbullah; who has allowed southern Israel to become a free fire zone for Hamas; who is under five separate criminal investigations for financial corruption and influence peddling; and who is conducting talks with the powerless Fatah terror group toward the surrender of Judea, Samaria and Jerusalem to Hamas, now is pushing an Israeli surrender of the Golan Heights to Syria. And all the more depressing is the fact that he is getting away with it.

Many supporters of Israel cannot understand how it is that Olmert and his colleagues - principally Foreign Minister Tzipi Livni - have managed to stay in power. Throughout their two-year tenure in office, Olmert and his colleagues have displayed nothing but incompetence bordering on idiocy in their conduct of Israel's foreign affairs. They have caused enormous damage to Israel's strategic ties with the US by refusing to contend with Iran's Palestinian, Lebanese and Syrian clients and proxies or with Iran itself. Why, these supporters of Israel ask, is the Olmert-Livni-Barak government still in power?

The Olmert-Livni-Barak government has three main assets that make it all but impossible to topple and set a date for new general elections. The first asset is Olmert's complete and utter lack of shame, coupled with his unbridled opportunism. Olmert is a man who will stop at nothing to remain in power. He will lose the war with Hizbullah and refrain from defending southern Israel. He will imperil the North by facilitating Hizbullah's takeover of Lebanon and its rearmament. He will imperil Jerusalem and the center of the country by negotiating the surrender of Judea and Samaria and eastern Jerusalem. He will do all of this and more if that is what it takes to stay in power. And by his estimation that is what needs to be done because to stay in power he needs to maintain the support of the post-Zionists who control the media, the Labor Party and the State Prosecution. All these make up the government's second asset.

Former prime minister Ariel Sharon exposed and exacerbated the underlying corruption of Israel's political classes by doctrinaire leftists who control the media and the State Prosecution when in late 2003 he responded to the corruption probe being carried out against him and his sons by announcing that he would expel all Israelis from Gaza and hand the area over to the Palestinians. For his efforts on behalf of the radical Left, Sharon received a "Get Out of Jail Free" card and was hailed as a visionary leader.

Already on Sunday - after Ramon announced the government's negotiations with Hamas - Attorney-General Menahem Mazuz said the current probe into suspicions that Olmert received hundreds of thousands of dollars in bribes from American businessman Morris Talansky will take months to conclude. The implication was clear: Olmert is free to go ahead with all negotiations toward land giveaways.

The fact that Olmert's announcement of his talks with Syria was synchronized with the release of new details of his alleged criminal activities made a lot of reporters snort. The opportunism was too blatant to ignore. And yet, the heavyweights at *Haaretz* and their water-carriers at state television didn't bat a lash as they launched into impassioned defenses of Olmert. Ignoring the general glee in Damascus, Channel 1's diplomatic reporter and Olmert cheerleader Ayala Hasson said the announcement couldn't be "spin" since Syria released its announcement of the talks the same time Olmert's office did. And of course, Hasson explained sagely, Syria wouldn't want to do Olmert any favors.

Labor ministers such as Peace Now cofounder Education Minister Yuli Tamir said that obviously Labor will be compelled to stay in the government now because the "peace process" must not be sacrificed for anything - even if it means that a crook remains in charge.

The Olmert-Livni-Barak government's final asset is the fact that the Right was decimated in the 2006 elections. Without Shas and some breakaways from Kadima, there is simply no way to bring down the government. The votes aren't there. And Shas isn't going anywhere. Olmert made sure of that by approving 286 building permits for new homes for Shas voters in Beitar Illit on Wednesday afternoon.

So Olmert and his cadres remain in power and all of Israel suffers. But at least Syria's happy. And so is Iran. And so is Hizbullah. And so is Hamas.